



Solidarité Nouvelle pour le Logement

RÉHABILITATION ET SURÉLÉVATION D'UNE MAISON DE VILLE

10 rue du Docteur Laurent, 75013 Paris

CCTC-CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Dossier PRO | Juillet 2025

Architectes :

fair

fabrique d'architectures innovantes et responsables

22 rue des Taillandiers, 75011 Paris

T : 06 19 31 80 74 E : ivan@fair.archi

Bureau d'étude thermique :

P-tréma

26, rue Edouard Vaillant 93170 Bagnole

T : 06 03 19 33 69 E : contact@ptrema.fr

Bureau d'étude structure :

SYRFRA

18 Bis Rue Henri Barbusse 75005 PARIS

T : 07 78 67 06 87 E : n.badart.syrfra@gmail.com

Sommaire

Chapitre 1 : PROGRAMME ET PRESENTATION DU DOSSIER	2
1.1 - Objet du dossier	2
1.2 Prescriptions générales	3
1.3 Intervenants	3
Chapitre 2 : CONDITIONS APPLICABLES A TOUS LES LOTS	5
2.1 - Prestations prévues applicable à tous les lots	5
2.1.1 Localisation des ouvrages	5
2.1.2 - Travaux	5
2.1.3 - Connaissances des lieux	6
2.1.4 - Conditions et délais d'exécution	6
2.1.5 – Documents à fournir par l'entreprise	7
2.1.6 - Prescriptions techniques particulières d'exécution	7
2.1.7 Exécution des travaux	7
2.1.8 - Livraisons	7
2.1.9 - Démarche et autorisations	8
2.1.10 - Sécurité sur le chantier	8
2.1.11 - Echantillons et prototypes	8
2.1.12 - Responsabilité pour vol et dégradations	8
2.1.13 - Provenance des matériaux	8
2.1.14 - Mise en œuvre des matériaux	8
2.1.15 - Remise en état – Nettoyage	9
2.1.16 - Gravois	9
2.1.17 - Coordinations et démarches	9
2.1.18 Compte prorata	9
2.1.19 - Qualifications et assurances	10
2.1.20 - Réunion de chantier	11
2.1.21 - Prix	11
2.1.22 - Limites des prestations	11
2.1.23 - Travaux modificatifs	11
2.1.24 - Variantes et options	12
2.2 Démarche chantier à faible nuisance (chantier propre)	12
2.2.1 Principe de la démarche chantier à faible nuisance	12
2.3 Observations sur la rédaction des C.C.T.P	12

CHAPITRE 1 : PROGRAMME ET PRESENTATION DU DOSSIER

1.1- OBJET DU DOSSIER

Le projet concerne la réhabilitation lourde et la surélévation d'une maison de ville construite au début du 19^e siècle, au 10 rue du Docteur Laurent dans le 13^e arrondissement.

Il prévoit la création de cinq logements très sociaux qui seront loués à des personnes en difficulté « le temps qu'il faut » pour qu'elles retrouvent une stabilité.

Le Maître d'Ouvrage, L'association Solidarités Nouvelles pour le Logement a pour mission de rendre le logement accessible aux personnes en situation de précarité. Il accompagne chaque ménage jusqu'à l'accès à un logement pérenne. Cet accompagnement est assuré par des bénévoles du quartier et par un travailleur social de l'association.

Les logements d'insertion SNL se caractérisent par plusieurs enjeux :

- La durabilité des matériaux et des équipements. Les logements d'insertion ou « passerelle » connaissent globalement un taux de rotation important, et dans certains cas, une utilisation très intense issue du rapport de certains locataires avec l'entretien courant des logements.
- Le confort que certains choix d'aménagement ou d'équipement peuvent apporter aux locataires.
- Une attention spéciale est portée au coût d'usage. Une partie importante des locataires se trouvent à leur arrivée à SNL dans une situation de grande précarité. Si les bas niveaux du loyer permettent que ceux-ci soient couverts dans sa totalité par les aides au logement, certaines charges locatives ne le sont pas.
- Enfin, la prise en compte des enjeux environnementaux nous amène à privilégier des équipements économes et des matériaux biosourcés autant que possible.

Le bâtiment existant sur rue est composé de 2 niveaux sur un niveau de rez-de-chaussée partiellement enterré et un niveau de comble non habitable. La parcelle, d'une superficie totale de 278m², comprend également un jardin ainsi qu'un atelier d'environ 60 m².

Le projet prévoit aussi la création d'une nouvelle circulation verticale, à l'intérieur ou à l'extérieur du volume bâti existant et la requalification des espaces extérieurs communs. L'atelier situé en fond de parcelle servira de base vie le temps des travaux et sera rénové en bureau. Cette rénovation fait l'objet d'un marché séparé.

Le projet prévoit, en rez-de-chaussée, la création d'un logement à rez-de chaussée d'environ 29 m² (T1). Il sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Aux niveaux 1 et 2, il est prévu la création de deux logements d'environ 55m² (T3)

Aux niveaux 3 et 4, la surélévation de la maison de ville permet d'aménager deux appartements T2 de 40m² environ.

Le projet prévoit aussi la création d'une nouvelle circulation verticale, à l'extérieur du volume bâti existant et la requalification des espaces extérieurs communs et la rénovation de l'atelier situé en fond de parcelle en bureau.

Ce dossier de consultation des entreprises a pour objet de définir les travaux en plans, coupes et élévations, de préciser les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ; de déterminer l'implantation et les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides.

Les travaux se décomposent en 10 lots :

- Lot 1 – Gros-œuvre – démolition - fondations
- Lot 2 – Maçonnerie Cloisons, isolation, enduits plâtre, carrelage
- Lot 3 – Charpente, ossature bois
- Lot 4 – Couverture - bardage
- Lot 5 – Serrurerie métallerie
- Lot 6 – Menuiseries extérieures
- Lot 7 – Menuiserie intérieure
- Lot 8– Peinture
- Lot 9 – Electricité
- Lot 10 – Plomberie Ventilation Chauffage

Sauf spécifications contraires définies dans les localisations du présent C.C.T.P., les prestations énumérées ci-après s'appliquent à tous locaux, ouvrages ou niveaux ayant la même destination. Elles sont de ce fait incluses, sans réserve ni limite, dans le prix global et forfaitaire convenu.

1.2 PRESCRIPTIONS GENERALES

Chaque entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble du présent document, non seulement dans les articles concernant son lot, mais également devra tenir compte des ouvrages décrits aux chapitres et paragraphes concernant les autres lots, afin d'avoir une parfaite connaissance de l'ouvrage à bâtir et afin que nulle incidence n'existe entre les corps d'état.

Toute erreur ou omission dans les documents écrits ou dessinés devra être signalée immédiatement à l'Architecte. Tout manquement à cette règle entraînera automatiquement la mise en cause de la responsabilité de l'entrepreneur concerné par l'anomalie.

1.3 INTERVENANTS

Maître d'Ouvrage

Le maître de l'ouvrage est SNL Prologues - 3 Rue Louise Thuliez, 75019 Paris

Maître d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par

Architectes :

fair

fabrique d'architectures innovantes et responsables

22 rue des Taillandiers, 75011 Paris

T: 06 19 31 80 74 E: ivan@fair.archi

Bureau d'étude thermique :

P-tréma

9 impasse du four 19100 Brive-la-Gaillarde

T : 06 03 19 33 69 E : contact@ptrema.fr

Bureau d'étude structure :

SYRFRA

18 Bis Rue Henri Barbusse 75005 PARIS

T : 07 78 67 06 87

E : n.badart.syrfra@gmail.com

Bureau de Contrôle

ALPES CONTROLES MARNE-LA-VALLEE
40 avenue de Lingenfeld | 77200 TORCY
Madame Pauline JOLY
pjoly@alpes-controles.fr

Coordonnateur SPS

ALPES CONTROLES NANTERRE
15 rue du Vieux Pont | GREEN PARK Bât. D | 92000 NANTERRE
Monsieur Sylvain DEVISME
Email: nanterre@alpes-controles.fr
Email: sdevisme@alpes-controles.fr

CHAPITRE 2 : CONDITIONS APPLICABLES A TOUS LES LOTS

2.1- PRESTATIONS PREVUES APPLICABLE A TOUS LES LOTS

2.1.1 LOCALISATION DES OUVRAGES

La localisation des ouvrages résulte de l'ensemble des plans, plans généraux, coupes et détails divers, définissant les emplacements, cotes, dimensions des ouvrages à prévoir dans le prix global et forfaitaire.

Avant toute remise de prix, l'entrepreneur sera tenu de se rendre sur place afin de se rendre compte des moyens d'accès, de la disposition des lieux, et des sujétions d'exécution.

L'entrepreneur devra également prendre tous les contacts et demander tous les renseignements nécessaires à la détermination de son offre et à l'exécution de ses travaux.

2.1.2- TRAVAUX

Les travaux auront une durée de 7 mois (hors période de préparation).

Un calendrier détaillé des travaux sera établi dès le démarrage avec les entreprises pour ses études et travaux. Il sera établi durant la période de préparation.

Le coût des travaux pour chaque lot est réputé inclus dans le prix global et forfaitaire de l'entreprise.

Les prestations à réaliser comprennent :

Un marché de travaux divisé en dix lots numérotés de 1 à 10

- Lot 1 – Gros-œuvre – démolition - fondations
- Lot 2 – Maçonnerie Cloisons, isolation, enduits plâtre, carrelage
- Lot 3 – Charpente, ossature bois
- Lot 4 – Couverture - bardage
- Lot 5 – Serrurerie métallerie
- Lot 6 – Menuiseries extérieures
- Lot 7 – Menuiserie intérieure
- Lot 8– Peinture
- Lot 9 – Electricité
- Lot 10 – Plomberie Ventilation Chauffage

- Les visites in situ que l'entreprise est tenue de réaliser avant la remise de son offre.
- Le constat contradictoire des existants.
- L'amenée sur le site, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantiers tels que les échelles et les échafaudages mobiles, fixes et engins.
- Les appareils de levage et de manutention et leur alimentation.
- La fourniture à pied d'œuvre de l'outillage du matériel d'exécution et des produits nécessaires à l'exécution des travaux.
- La fourniture et la mise en œuvre de tous les produits, matériaux nécessaires à la réalisation des ouvrages définis dans le C.C.T.P.
- La protection des ouvrages attenants à ceux du présent lot.
- La protection des ouvrages du présent lot jusqu'à la réception des travaux.
- La dépose des ouvrages avec ou sans réemploi.
- La réfection des ouvrages endommagés constatés en cours d'exécution.
- Les protections du personnel de chantier.
- Le nettoyage en cours et en fin de chantier.
- Le ramassage et la sortie des déchets et emballages provenant des produits mis en œuvre.

Cette liste n'est pas limitative.

Les prestations par lot sont prévues complètes. Elles comprennent toutes les tâches nécessaires au parachèvement du présent projet. Pour cela, le descriptif n'est en rien limitatif et ne peut déroger d'aucune manière aux règles de l'art, et que l'entreprise étant de part sa qualification apte à pallier à toutes erreurs ou omissions.

L'Entrepreneur devra livrer les ouvrages parfaitement terminés, en cas de dommages causés à des ouvrages non prévus dans la prestation, leur réfection sera due par l'entreprise.

L'Entrepreneur devra suppléer par ses connaissances professionnelles, aux détails qui pourraient avoir été omis dans les prescriptions et qui seraient nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, suivant les règles de l'art.

De ce fait elle ne pourra prétendre à aucun règlement en plus value, ni se dérober devant l'obligation de conformité de ses installations.

Par ailleurs, si préalablement à l'exécution et en cours de montage, des modifications d'ordre secondaire inhérentes à tout chantier s'avèrent nécessaires, l'entreprise ne saurait, de ce fait demander une quelconque plus value.

Les travaux seront exécutés conformément aux dispositions du présent descriptif sans limitation ni restriction.

Outre les spécifications du présent C.C.T.P., l'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché et s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès des services administratifs dont dépendent les travaux à exécuter.

Le mode de réalisation est laissé au libre choix de l'entreprise dans la mesure où seront respectées toutes les règles de sécurité en vigueur.

2.1.3- CONNAISSANCES DES LIEUX

Il est vivement recommandé à l'entreprise de procéder à une reconnaissance des lieux, d'en relever les caractéristiques et les cotes exactes préalablement à toute étude et fabrication. L'accès au site se fera à une date précise et sera organisé avec le responsable de la gestion de site.

A la suite de son étude de prix, l'entreprise sera tenue de :

S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux.

Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui lui sont attachées.

Avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution et des sujétions de phasage.

Avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution des travaux pour le respect de la réglementation relative à la sécurité incendie.

Connaître les disponibilités en eau, énergie électrique...

En résumé l'entreprise devra avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entreprise ne pourra donc arguer d'une ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

2.1.4- CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION

La date de début de la préparation des travaux est fixée au **1^{er} décembre 2025**. La prestation complète des travaux sera terminée pour le **17 juillet 2026**. Un calendrier définitif sera défini avec l'entreprise à la signature du marché sur les bases du calendrier joint au présent dossier. Chaque lot devra se conformer à celui-ci, la date de livraison des ouvrages devra impérativement suivre ce calendrier.

2.1.5– DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

a/ Avec la soumission

Afin de permettre de juger les offres faites par les entreprises, celles-ci devront obligatoirement joindre à leur offre de prix :

- Documentation technique des ouvrages ou systèmes proposés,

b/ Au marché

- Notices techniques caractéristiques des matériaux et matériels (si ceux-ci n'ont pas été fournis à la soumission)
- Marques et références des quincailleries et accessoires.
- Photocopies des P.V. d'essais :
 - . de résistance mécanique,
 - . de résistance au feu,

c/ En cours de chantier

- Plans de détails, d'atelier et de chantier,
- Coordination avec les autres lots, mise au point des réservations,
- Echantillons des matériaux, modèles de quincaillerie et accessoires,
- Prototype d'ouvrage pour examens et essais techniques,

d/ En fin de chantier

Dans le but d'établir le D.O.E., l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre suivant les stipulations du CCAP, tous les documents d'exécution, mis à jour, à savoir :

- Les plans d'exécution,
 - Les plans complémentaires : PAC (Plans d'Atelier et de Chantier) etc...,
 - Les PV de conformité aux normes et aux textes législatifs,
- Les notices techniques caractéristiques des matériaux et matériels.

2.1.6- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES D'EXECUTION

Les travaux seront exécutés suivant les normes et règlements en vigueur.

Les ouvrages réalisés seront conformes aux textes, DTU et Normes.

L'entrepreneur devra tous les documents techniques nécessaires à la réalisation des ouvrages :

Il remettra, à l'appui de son offre, les plans, coupes à l'échelle des ouvrages à réaliser.

Les plans de détails des liaisons de ses ouvrages avec ceux des autres corps d'état.

Il devra également toutes les fiches techniques des quincailleries utilisées.

2.1.7 EXECUTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur du lot aura à sa charge l'implantation de tous les ouvrages qu'il a à réaliser. Cette implantation sera faite de façon précise et suivant les indications des documents graphiques.

Les travaux seront exécutés dans les règles de l'art de bâtir, conformément aux règlements et décrets en vigueur, notamment aux documents techniques unifiés, aux normes françaises, aux règles, etc...

Tous les travaux seront réputés compris toutes suggestions, tels échafaudages, moyens de levage ou de protection, garantie, nettoyage et enlèvement des gravois.

2.1.8- LIVRAISONS

Les livraisons se feront par l'accès indiqué par le responsable de la gestion de site.

Chaque entrepreneur devra coordonner ses propres livraisons.

2.1.9- DEMARCHE ET AUTORISATIONS

Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer, en temps utile, toutes les démarches et toutes les demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au Maître d'ouvrage et au Maître d'oeuvre.

2.1.10- SECURITE SUR LE CHANTIER

Chaque entreprise intervenant a quelque titre que ce soit, est responsable de la sécurité sur le chantier et ses abords immédiats, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Les normes de sécurité et la réglementation concernant les conditions de travail seront impérativement respectées.

Les échafaudages respecteront impérativement les normes de sécurité en vigueur au moment des travaux.

2.1.11- ECHANTILLONS ET PROTOTYPES

L'entreprise devra présenter tous les échantillons demandés par le Maître d'oeuvre.

Les échantillons seront présentés sur des surfaces significatives présenteoirs, ou sur place dans les conditions réelles d'exécution. L'entrepreneur devra l'exécution de tous les échantillons demandés par le Maître d'oeuvre jusqu'à l'obtention de l'agrément. L'exécution des opérations définitives ne pourra se faire qu'après l'agrément du Maître d'oeuvre. Les pièces retenues seront déposées au bureau de chantier jusqu'à la fin des travaux.

2.1.12- RESPONSABILITE POUR VOL ET DEGRADATIONS

Il est formellement stipulé que l'entrepreneur demeurera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'au jour de la réception des travaux, qu'il s'agisse de vols, détournements ou dégradations.

2.1.13- PROVENANCE DES MATERIAUX

Les matériaux devront être conformes aux normes NF ou EU en vigueur.

En cas de mise en œuvre de matériaux non conformes, le Maître d'œuvre se réserve le droit d'imposer à l'entrepreneur la réfection de tout ou partie d'ouvrage incriminé.

L'entrepreneur devra supporter seul les frais occasionnés par le respect des obligations susvisées.

Les fournitures et les prestations annexes ou complémentaires ne figurant ni aux plans ni au descriptif mais qui sont indispensables pour une exécution complète des ouvrages.

La remise de toutes les notices d'entretien, instructions et modes d'emploi écrits concernant le fonctionnement et l'entretien des matériaux, installations et équipements.

Les matériaux et matériels reconnus défectueux, endommagés par la manutention ou le stockage seront refusés et remplacés au frais de l'entrepreneur.

2.1.14- MISE EN ŒUVRE DES MATERIAUX

Les matériaux seront mis en œuvre selon les règles de l'art et de la bonne construction, étant précisé que les spécifications données ci-après, ou par référence aux cahiers du C.S.T.B, ne seront jamais considérées comme limitatives et que le travail devra toujours être impeccable.

L'entrepreneur devra se conformer aux ordres qui lui seront donnés par le Maître d'oeuvre et, le cas échéant, apporter toutes modifications selon les instructions reçues jusqu'à l'accord de ce dernier.

Chaque corps de métier devra réceptionner les ouvrages supports de leurs prestations et signaler tous les défauts risquant de nuire au bon résultat final, faute de quoi, il en supportera lui-même les conséquences.

Chaque entreprise devra veiller à ce que tous les éléments, fourreaux, gaines etc., dans les murs, cloisons, plafond ou autres soient approvisionnés et mis en place en temps utile. En cas de retard, l'entreprise concernée

supportera le coût des travaux nécessaires à l'incorporation après-coup (perçements, saignées,...) et à la remise en état des supports. En cas de mauvaise implantation ou de détérioration d'un élément incorporé, l'entrepreneur devra faire son affaire de la situation et procéder au remplacement sans pouvoir prétendre à un supplément.

Les interventions, réservations, fixations, perçements devront être compatibles avec les propriétés structurales, isolantes, acoustique et de résistance au feu, non seulement à l'intérieur des locaux concernés mais aussi pour l'ensemble de l'immeuble dans lequel est située l'opération.

Les reprises et raccords seront à la charge de l'entreprise responsable.

Le choix du type de fixation sera soumis à l'accord préalable du maître d'œuvre. Toute fixation soumettant l'ouvrage servant de support à des efforts nécessitant un renforcement devra être signalée en temps utile. Tout renforcement qu'il sera nécessaire de réaliser sera exécuté par l'entrepreneur sous sa responsabilité.

2.1.15- REMISE EN ETAT – NETTOYAGE

L'Entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets et de tout emballage, pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

L'Entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Cette remise en état comprendra tous les travaux nécessaires de dépose, de démolition de tous les ouvrages, tant en élévation qu'en surface, ainsi qu'enterrés et l'évacuation de tous les gravois.

L'entreprise devra prévoir le nettoyage des accès, cour, compris la remise en état éventuelle.

En cas de non respect de ces prescriptions, l'architecte pourra faire intervenir une autre entreprise à charge de l'entreprise n'ayant pas nettoyé son chantier.

2.1.16- GRAVOIS

L'entrepreneur devra l'enlèvement complet de tous les gravois provenant des travaux, compris : Tous coltinage, descente ou montage à travers les bâtiments. Toutes manutentions. Le chargement et l'enlèvement aux décharges publiques compris tous droits.

Le tri, le stockage éventuel, le chargement et l'évacuation à la décharge publique des gravats, des déchets et autres provenant des travaux de son lot.

2.1.17- COORDINATIONS ET DEMARCHES

L'entreprise devra se mettre en rapport avec tous les autres corps d'état pour la bonne exécution des ouvrages entrants dans le cadre du présent lot. Maçonnerie, isolation, doublage, peinture.

Cette condition sera effectuée de façon réelle et systématique chaque fois qu'il est nécessaire.

2.1.18COMPTE PRORATA

Les dépenses d'intérêt commun sont celles qui, effectuées par une ou plusieurs entreprises ont pour but d'assurer la préparation et l'organisation du chantier, l'hygiène et la sécurité des personnes, la coordination et l'exécution des travaux.

Le compte prorata est destiné à couvrir divers frais qu'il est difficile, voire impossible, d'attribuer à un corps de métier en particulier. Ces dépenses sont réparties sur l'ensemble des entreprises concernées.

Lors de la phase préparatoire, il sera décidé si le compte prorata est mis en place.

Si tel est le cas sa gestion incombera à un titulaire d'un marché de l'opération désigné par l'ensemble des entreprises. A défaut, le titulaire du Lot Gros Oeuvre pourra être désigné.

Dépenses restant à la charge du Maître d'Ouvrage

- les consommations d'eau
- les dépenses d'énergies

Dépenses de fonctionnement

Les dépenses ci-après sont portées au débit du compte prorata :

- le nettoyage du bureau de chantier et des installations communes
- les frais de gardiennage lorsque sa mise en place aura été décidé.
- l'évacuation des déchets autres que gravas de structures/GO, par l'intermédiaire d'une benne

Gestion du compte prorata

Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata seront définies par une convention spécifiant la désignation de la personne chargée de la tenue du compte prorata et ses attributions, la composition et le rôle du compte prorata et du comité de suivi.

La convention établie par la norme AFNOR NFP 03-001 comporte tous ces éléments

Dépenses d'intérêt commun à prendre en charge sans imputation au compte prorata

1/ Par le Titulaire du lot Démolitions – Gros Oeuvre

- Réception des lieux, vérification, implantation des ouvrages
- Souscription d'une prime relative à la police "risques, incendie, explosion et dégâts des eaux",
- Etablissement, déplacements éventuels et enlèvement de la clôture provisoire de chantier,
- Voie provisoire carrossable pour accès aux différents points du chantier, et entretien des voies d'accès au chantier,
- Demandes et mise en place des réseaux provisoires nécessaires à la bonne marche du chantier (autre que électrique et eau),
- Signalisation provisoire,
- Installation d'un bureau de chantier,
- Installation de sanitaires de chantier,
- Installation et protection provisoire des bâtiments, et protection du chantier vis à vis des tiers,
- Nettoyage des canalisations enterrées,
- Panneau de chantier défini par le Maître d'Ouvrage (fabrication, installation, et enlèvement)
- Frais de reportage photographique en cours et en fin de chantier à la demande du Maître d'Ouvrage,
- Evacuation provisoire aux égouts et nettoyage des réseaux EP et EU de l'ensemble du terrain,
- Entretien pendant la durée du chantier et remise en état des voies sur l'ensemble du terrain avant exécution des revêtements définitifs.

2/ Par le Titulaire du lot ELECTRICITE :

- Consignation du réseau d'électricité existant.
- Fourniture et pose de comptage et raccordement d'une armoire électrique de chantier,
- Réseau intérieur provisoire d'électricité et réseau de terre, avec tableau de prises réparties en nombre suffisant, avec branchement et sous-compteur sur existant, et réseau d'éclairage de chantier.
- Frais de contrôle de la Sécurité de ces installations.

3/ Par le Titulaire du lot PLOMBERIE

- Consignation du réseau d'eau existant.
- Réseau intérieur provisoire d'eau, avec branchement et sous-compteur sur existant.

2.1.19- QUALIFICATIONS ET ASSURANCES**QUALIFICATION**

L'entreprise devra vérifier que ses qualifications professionnelles sont suffisantes pour la nature et l'importance des travaux demandés et quelles n'entraînent pas de restrictions dans les clauses de ses contrats d'assurances biennales et décennales dans le cadre de la présente opération.

Dans la négative, elle devra remettre à l'appui de l'appel d'offre, sous peine de nullité de cette dernière, toutes les pièces justificatives utiles (attestations d'assurances biennales et décennales, relevé de qualification O.P.Q.C.B. avenant en extension de garantie etc....).

RESPONSABILITE

Tant que la réception n'a pas été prononcée la responsabilité des intervenants à l'acte de construire sera fondée sur la responsabilité contractuelle de droit commun.

Après la réception, l'attention de l'entreprise est attirée sur le fait qu'elle sera tenue à une obligation de résultats dans le cadre de la réalisation des travaux. Cette obligation s'applique à l'ensemble des travaux à réaliser.

Sans que cela ne soit explicitement écrit, l'entreprise devra tous les équipements et travaux éventuellement non décrits et nécessaires à l'obtention des résultats, souhaités et ce sans supplément de prix.

ASSURANCES

Avant la signature du marché, puis à la fin des travaux, chaque entrepreneur et ses co-traitants et/ou sous-traitants devront fournir les attestations d'assurance suivantes :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Cette attestation aura moins d'un mois d'ancienneté et montrera qu'il est à jour dans ses cotisations.

Cette assurance doit couvrir sans limite de plafond, les risques découlant :

- de ces travaux
- de la protection de son personnel

L'entreprise doit produire, jointe à sa proposition, la photocopie de sa police d'assurance comprenant toutes les garanties nécessaires pour la réalisation des travaux dont elle a la charge.

2.1.20- REUNION DE CHANTIER

La fréquence des réunions de chantier sera décidée par le Maître d'œuvre lors de la première réunion de coordination de travaux.

L'entreprise désignera un responsable unique de chantier, qui devra assister à tous les rendez vous de chantier et répondre à toutes les convocations du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage, ou du bureau d'étude ou de contrôle.

Les réunions de coordination auront lieu aux jours et heures fixés par l'Architecte, une ou deux fois par semaine en fonction des nécessités de l'avancement des travaux.

Les comptes-rendus des réunions seront considérés comme acceptés par les entreprises, si d'un compte-rendu à l'autre, aucune réclamation n'a été formulée par écrit en LR-AR. Les comptes-rendus seront envoyés par fax ou email.

Pénalités pour absence non excusée aux rendez-vous de chantier (cent euros HT par absence et par entrepreneur).

2.1.21- PRIX

Les prix proposés par les entreprises seront détaillés en prix unitaires par articles et par natures d'ouvrages. Ces prix serviront de bordereau de prix et seront applicables pour d'éventuels travaux modificatifs en plus ou moins value au marché initial. Les prix seront forfaitaires non révisables et non actualisables :

Aucun supplément de son prix ne pourra être accordé ultérieurement du fait que les renseignements, dont l'entrepreneur s'était entouré, étaient inexacts ou incomplets.

Aucune augmentation des prix du marché ne sera accordée en raison d'imprévision technique d'une ou plusieurs entreprises.

2.1.22- LIMITES DES PRESTATIONS

L'entreprise devra prévoir :

La fourniture et l'exécution de tous les travaux du lot décrit suivant indication du présent devis descriptif et des plans généraux, coupes, détails dans leur ensemble, compris transport, manutention et accessoires nécessaires à la parfaite finition des travaux.

L'enlèvement de tous les déchets au fur et à mesure de l'avancement des travaux

L'entrepreneur devra pallier d'éventuelles omissions non citées dans le présent devis, en apportant dans sa proposition les articles correspondants.

2.1.23- TRAVAUX MODIFICATIFS

Si le Maître d'Ouvrage décide d'apporter une modification au projet initial, l'entreprise établira un devis et ne pourra entreprendre les travaux modificatifs que sur ordre écrit de la maîtrise d'ouvrage

2.1.24- VARIANTES ET OPTIONS

Les propositions de variantes ne sont pas autorisées. Les entreprises devront impérativement répondre aux prescriptions demandées dans le CCTP et au besoin les compléter par toutes suggestions nécessaires à la réalisation des ouvrages

2.2 DEMARCHE CHANTIER A FAIBLE NUISANCE (CHANTIER PROPRE)

2.2.1 PRINCIPE DE LA DEMARCHE CHANTIER A FAIBLE NUISANCE

Le chantier suivra une démarche respectueuse des occupants voisins/riverains et de l'environnement, suivant la charte Chantier Propre du présent dossier. Le chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception de ce projet. L'enjeu d'un chantier propre est de limiter ses nuisances au bénéfice des occupants de l'immeuble, des riverains, des ouvriers et de l'environnement. Il s'agira entre autres de réduire les nuisances et les risques ressentis par les usagers, extérieurs ou intérieurs au chantier.

2.3 OBSERVATIONS SUR LA REDACTION DES C.C.T.P

Les CCTP et plans composant le dossier Marché ne dégagent en rien la responsabilité de l'Entrepreneur qui doit la parfaite réalisation de l'ouvrage conformément aux normes et règles énoncées dans les pièces. Les plans techniques du dossier Marché constituent un guide technique de référence et en aucun cas ne peuvent être considérés comme des plans d'exécution.

L'Entrepreneur doit établir ses propres plans d'exécution sous sa responsabilité et à l'approbation du Maître d'Œuvre avant toutes exécution.